

**Portant permission de voirie
Vérification du réseau fibre optique
du 01/10/2024 AU 30/09/2025****COMMUNE DE BEAUPREAU-EN-MAUGES**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5,
VU le Code général de la propriété des personnes publiques,
VU le Code de la voirie routière,
VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire),
VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants,
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2007 relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R. 20-47 du code des postes et des communications électroniques,
VU le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R 110-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 415-6.,
VU la demande en date du 23/09/2024 par laquelle APAVE EXPLOITATION FRANCE demeurant 69 Avenue du Panorama 72 058 LE MANS représentée par Monsieur DAVID LALANDE demande l'autorisation pour les travaux dans le cadre de la vérification du réseau fibre optique, les inspecteurs Apave peuvent intervenir ponctuellement et aléatoirement sur votre commune pour vérifier la conformité des travaux réalisés par les entreprises en charge du déploiement ,

ARRÊTE**ARTICLE 1 : PERMISSION DE VOIRIE**

- **APAVE EXPLOITATION FIBRE** est autorisé à établir, occuper et exploiter des réseaux de communications électroniques implantés sur le domaine public routier communal. Les ouvrages faisant l'objet du présent arrêté portant permission de voirie **"dans le cadre de la vérification du réseau fibre optique, les inspecteurs Apave peuvent intervenir ponctuellement et aléatoirement sur votre commune pour vérifier la conformité des travaux réalisés par les entreprises en charge du déploiement"**
- **Ces interventions durent en moyenne 20 minutes et consistent à contrôler les points techniques du réseau dans les chambres télécom souterraines ou sur le réseau aérien.**

Cette permission de voirie est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, dans le cadre de l'activité d'opérateur de communications électroniques, au sens notamment des articles L. 32 à L. 32-5, L. 33 à L. 33-10 du CPCE, exercée par le bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires auxquelles il est soumis et des dispositions particulières détaillées ci-après.

ARTICLE 2 : CESSIION ET DUREE

Pour les ouvrages détaillés à l'article 1, **la permission de voirie est établie jusqu'au 30/09/2025. Elle prend effet au 01/10/2024**, sous réserve du respect des dispositions de l'article 1. Elle ne peut être cédée sans accord préalable de l'autorité gestionnaire.

S'il souhaite maintenir sur le domaine public les ouvrages autorisés au titre du présent arrêté au-delà de la date d'échéance sus-citée, le permissionnaire devra, au moins trois mois avant cette date, solliciter le renouvellement de la permission de voirie qui lui a été accordée.

ARTICLE 3 - NATURE DES OUVRAGES

Le permissionnaire remet à l'autorité gestionnaire du domaine public, sous la forme du tableau figurant en annexe du présent arrêté, un descriptif détaillé des ouvrages occupant le domaine public routier et faisant l'objet de la présente permission de voirie.

ARTICLE 4 : EXPLOITATION, ENTRETIEN DES OUVRAGES - RESPONSABILITE

Le permissionnaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'occupation ou de l'exploitation des ouvrages. Il sera tenu de maintenir en permanence en bon état et à ses frais exclusifs tous les ouvrages faisant l'objet des permissions de voiries. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 : TRAVAUX ULTERIEURS SUR LE RÉSEAU ROUTIER

Conformément aux dispositions de l'article R20-49 du Code des postes et communications électroniques, « lorsqu'il procède à des travaux rendant nécessaires le déplacement ou la modification de l'installation, le gestionnaire informe l'occupant de la date à laquelle le déplacement ou la modification devront être réalisés avec un préavis qui, sauf urgence, ne peut être inférieur à deux mois ».

Lorsque les travaux réalisés dans l'intérêt du domaine occupé et conformément à sa destination nécessitent le déplacement ou la

modification des ouvrages, leur déplacement ou leur modification est à la charge du permissionnaire.

ARTICLE 6 : RETRAIT DE LA PERMISSION

Les permissions de voirie sont par définition personnelles, précaires et révocables. Les permissions de voirie étant accordées pour l'exercice d'une activité d'opérateur de communications électroniques au sens notamment des articles L. 32 à L. 32-5, L. 33 à L. 33-10 du CPCE, ces dernières seront retirées de fait si le demandeur perd sa qualité d'opérateur de réseau de communications électroniques.

ARTICLE 7 : SITUATIONS DES OUVRAGE AU TERME DE LA PERMISSION ET EN CAS D'ABANDON

Dans le cas de l'abandon des ouvrages et dans tous les cas où l'autorisation prendrait fin dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur, les lieux devront être remis en état par le permissionnaire, à ses frais, sauf avis contraire du gestionnaire du domaine public.

ARTICLE 8 - REDEVANCE

En contrepartie de l'occupation du domaine public routier, le permissionnaire versera annuellement au gestionnaire du domaine public une redevance dont le montant est calculé sur la base des tarifs définis par délibération du conseil municipal, conformément notamment aux dispositions des articles R20-51 et R20-52 du Code des postes et communications électroniques. Ce montant sera révisé au 1er janvier de chaque année, conformément à l'article R20-53 du Code précité.

Fait à Angers, le 23/09/2024

A blue ink signature is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE BEAUPREAU-EN-MAUGES' at the top and 'MAINE & LOIRE' at the bottom, with a central emblem depicting a seated figure holding a staff and a book.

DIFFUSION :

- APAVE EXPLOITATION FIBRE
- Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges
- BRANGEON
- HDV
- Mairie Andrezé
- Mairie Beaupréau
- Mairie Gesté
- Mairie Jallais
- Mairie Le Pin en Mauges
- Mairie Saint Philbert en Mauges
- Mairie Villedieu La Blouère
- Mairie La Chapelle du Genêt
- Mairie La Jubaudière
- Mairie La Poitevinère

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.